

†ܘܫܝܦܫܘܟܟܘܠܘܩܘܿܬܘܨܝܦܘܿ

Visite historique du Patriarche maronite à Damas

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 11 FÉVRIER 2013



Visite historique du Patriarche maronite à Damas

Par Pierre Khalaf

Le Patriarche de l'Eglise maronite, Béchara Raï, a définitivement tournée la page d'un contentieux vieux de plusieurs décennies avec la Syrie, en décidant de se rendre à Damas pour assister à l'intronisation du nouveau Patriarche grec-orthodoxe, Youhanna X Yazigi. Cette visite à caractère religieux et pastoral revêt une dimension politique incontestable et elle n'aurait pas eu lieu sans l'encouragement du Vatican qui aurait recommandé aux chefs des Eglises maronite et grecque-catholique de participer à la cérémonie de Damas, en signe de solidarité avec les chrétiens de Syrie, qui traversent des moments difficiles à cause de la montée de l'extrémisme islamique soutenu par les Etats wahhabites du Golfe dans ce pays. Cette visite consacre donc le repositionnement stratégique à portée historique des chrétiens d'Orient, qui, abandonnés par l'Occident, n'ont d'autres choix que

de revoir leurs alliances. Selon le Patriarche grec-catholique Grégoire III Laham, 1000 chrétiens ont été tués par les terroristes en Syrie depuis le début des troubles et 200000 ont été chassés de chez eux.

Le président libanais Michel Sleiman a affirmé samedi soutenir la visite de Mgr Raï. "Le patriarche maronite est le gardien des droits des chrétiens en Orient et je soutiens sa visite en Syrie, il sait ce qu'il fait", a déclaré M. Sleiman à l'issue de la messe à l'occasion de la Saint-Maron.

Damas s'est donc transformé l'espace d'une intronisation en capitale des chrétiens d'Orient. La cérémonie organisée à l'église de la Croix sacrée, au cœur de Damas, était entourée de mesures exceptionnelles. Tireurs d'élite sur les toits, stationnement interdit, fouilles minutieuses et portails magnétiques, la sécurité était confiée à la redoutable garde républicaine.

Un représentant du président Bachar al-Assad, le ministre Mansour Azzam, les ministres des Déplacés, Joseph Soueid, de l'Information, Mahmoud el-Zohbi, celui des Wakfs, Abdel Sattar el-Sayyed, des dignitaires religieux musulmans, ont assisté à la cérémonie, aux côtés de nombreux diplomates, dont le nonce apostolique et l'ambassadeur d'Iran à Damas. A l'extérieur de l'église, des milliers de fidèles suivaient la cérémonie sur un écran géant.

Dans son discours lors de la cérémonie, le patriarche Youhanna X a déclaré que "la Syrie trouvera la voie du salut par le dialogue et retrouvera son visage d'antan." Et de poursuivre : "Dieu n'accepte pas que se brise la vie que nous partageons avec les non-chrétiens pour des causes politiques et parce que chez nous comme chez eux il y a des gens qui adhèrent à des tendances fondamentalistes n'ayant rien à voir avec la religion". Affirmant qu'il priera et œuvrera à l'unité en Syrie, le nouveau patriarche a prié Dieu pour qu'Il l'accompagne dans sa responsabilité. Youhanna X a enfin assuré qu'il n'oublie pas le Liban, saluant son peuple et son président, après avoir rendu hommage au président Bachar al-Assad.

Le chef de l'Eglise maronite a de son côté prononcé un discours

dans lequel il s'est adressé au nouveau patriarche : "Vous prenez en charge vos fonctions dans un contexte difficile pour la Syrie blessée et souffrante. Nous avons vécu au Liban cette blessure béante causée par les guerres absurdes". "Nous sommes venus aujourd'hui en Syrie pour exprimer notre solidarité avec notre peuple souffrant et blessé, portant l'évangile de la paix, l'évangile de la fraternité, l'évangile de la dignité humaine." Pour le patriarche maronite, "tout sang innocent versé sur cette bonne terre est une larme de Jésus Christ."

Samedi, le cardinal Raï, a appelé dans une homélie à des réformes en Syrie et a prôné le dialogue. Répondant aux critiques, le cardinal Raï a indiqué être venu pour "rencontrer les chrétiens et notamment les 60000 maronites" et a souligné que l'église "est toujours contre la guerre et pour le dialogue".

Dans une première réaction officielle syrienne à la visite du patriarche Raï à Damas, le vice-ministre des Affaires étrangères, Fayçal Mokdad, a déclaré que les peuples libanais et syrien sont un seul peuple, ajoutant que Mgr Raï est aujourd'hui "chez lui".

Au Liban, la visite de Mgr Raï a suscité l'enthousiasme d'une majorité de chrétiens qui estiment aujourd'hui leur sort lié à celui de leurs coreligionnaires en Syrie. Mais certaines voix proches du 14-Mars se sont élevées pour critiquer la décision du prélat, comme le secrétaire général du 14-Mars Farès Souhaid. Le fils du député du Courant du futur, Nouhad Machnouk, Saleh Machnouk, a qualifié de "messe satanique" l'office religieux célébré par Mgr Raï à Damas. Ses propos déplacés ont provoqué une vigoureuse campagne de protestation sur les réseaux sociaux.

Ecrasés par l'armée autour de Damas, les rebelles s'entretiennent dans le nord

Alors que le vent international et régional commence à tourner, les revers des groupes extrémistes actifs en Syrie se multiplient sur le terrain face à l'Armée arabe syrienne, tandis que plus un jour ne passe sans que des combats fratricides ne déchirent les rangs rebelles.

La cinquième offensive annoncée pour entrer à Damas s'est

transformée en désastre pour les groupes armés. Des informations sur des discussions entre le Front quaïdiste al-Nosra et d'autres groupes armés pour coordonner une attaque contre Damas étaient parvenues aux services de renseignements syriens. 20000 combattants, dont de nombreux jihadistes étrangers, ont été acheminés aux abords de Damas.

Le plan des extrémistes consistait à avancer à partir de deux axes : Jobar-Zamalka, pour prendre le contrôle de la Place des Abbassides, ce qui aurait poussé l'armée à dégarnir le front de Daraya pour envoyer des renforts sur le nouveau front. A ce moment, l'autre phase de l'offensive commencerait de Daraya vers l'aéroport militaire de Mazzé et le centre de la capitale. Informée des détails de ce plan, l'Armée arabe syrienne a retiré ses unités des premières lignes avant de procéder à un pilonnage sans précédent des lignes rebelles. Des centaines de miliciens ont été tués au début de l'assaut, dont les plus entraînés et d'importants chefs. Les groupes armés se sont retirés, laissant sur le terrain de lourdes pertes, sans avoir réussi à avancer d'un seul mètre.

Pendant ce temps, au moins quatre incidents ont opposé en moins d'une semaine des habitants aux quaïdistes du Front al-Nosra dans le nord-ouest de la Syrie.

Ces altercations, dont l'une a failli dégénérer en affrontement armé, ont eu lieu dans la région d'Atme, à Idleb. Des combattants d'Al-Nosra, qui compte de nombreux étrangers, sont intervenus dans une querelle entre villageois en début de semaine à Qah, ont raconté à l'AFP deux témoins. Ils ont pris à partie puis arrêté un homme ayant prononcé des jurons après un banal accident de voiture, avant d'essayer de l'emmener dans la ville voisine de Daret Ezza pour qu'il soit jugé par un tribunal islamique.

Un responsable local, frère de l'homme interpellé, a immédiatement mobilisé des dizaines d'hommes en armes pour obtenir sa libération, tandis que des combattants jihadistes sont arrivés en renfort à leur QG d'Atme.

A l'issue d'un dangereux face-à-face, toujours selon les deux témoins, les villageois ont ouvert le feu dans les roues de deux véhicules des membres d'Al-Nosra qui tentaient d'emmener leur

prisonnier, et ont enlevé à leur tour un chef de l'organisation islamiste. Ce dernier a été relâché deux jours plus tard grâce à une médiation, après avoir vu ses geôliers raccourcir à coups de ciseau sa longue barbe de salafiste, et en échange de la libération du villageois arrêté par les jihadistes.

Vendredi à Atme, un cheikh jordanien du Front al-Nosra a voulu prendre la parole à la mosquée lors de la prière hebdomadaire, mais en a été empêché par un notable local, puis par une grande partie des villageois présents, selon plusieurs habitants.

La tension est vite montée, les hommes d'al-Nosra sur place ont alors fait mine de prendre leurs armes, provoquant une vive altercation avec les fidèles. "La situation a failli dégénérer", a souligné une source rebelle citée par l'AFP.

Deux jours auparavant devant la même mosquée, une bagarre avait opposé des villageois et des membres d'al-Nosra pour un motif similaire.

Dans le bourg d'Ad Dana, des fidèles et des jihadistes, membres d'un groupe affilié au Front al-Nosra, en sont venus aux mains dans une mosquée où là aussi, un cheikh koweïtien avait voulu prendre la parole à la place de l'imam local.

"Chaque jour qui passe maintenant, il y a ce genre d'incident avec ces gens qui veulent nous imposer leur façon d'être. Ils commencent à nous poser problème", a commenté un notable d'Atme.

Déclarations et prises de positions

NAJIB MIKATI, Premier ministre libanais

« Il n'y a pas encore d'accusation contre le Hezbollah. Le Premier ministre bulgare en visite à Paris récemment ait répété que l'enquête était encore en cours. Le Liban a reçu en guise de document officiel une déclaration du ministre de l'Intérieur bulgare qui tient en une seule page et qui fait état de deux personnes

suspectées d'appartenir « à l'aile militaire du Hezbollah ». Pour l'instant, deux noms à consonance étrangère ont été avancés (...) Les élections auront lieu à la date prévue, car même si beaucoup de parties n'en veulent pas, aucune d'elles ne peut le dire ouvertement (...) Après l'incident de Ersal j'ai appelé le commandant en chef de l'armée. Je suis monté à Yarzé et j'ai adressé un message clair et net réclamant l'arrestation des coupables. J'ai même demandé à l'armée de traiter le dossier avec force et sagesse. Au Conseil des ministres, j'ai donné un appui total à l'armée. Je suis le seul Premier ministre à avoir effectué deux visites au ministère de la Défense et j'ai prononcé un discours devant 500 officiers. Il n'y a aucun malentendu entre moi et le commandant en chef de l'armée. Malgré cela, on cherche à présenter les choses comme si le Premier ministre sunnite est contre l'armée. Des individus ont attaqué l'armée et ils doivent être punis. Mais cela ne signifie pas que tous les islamistes ou que tous les sunnites sont contre l'armée. Quant à la réalité islamiste au Liban, elle n'est pas nouvelle. Elle existe depuis des années, on a vu des cellules à Nahr el-Bared et auparavant à Dennyé. Mais mon objectif est d'absorber cette situation et de la contenir pour que la situation n'évolue pas dramatiquement. Al-Qaïda est un titre générique, ce n'est pas une organisation structurée. En d'autres termes, les fondamentalistes sont présents au Liban, mais cela ne signifie pas qu'ils sont affiliés à Al-Qaïda, et jusqu'à présent, je ne crois pas qu'il existe un réel danger islamiste au Liban. Nous préférons traiter les problèmes avec sagesse et éviter les affrontements inutiles. C'est d'ailleurs pourquoi je prône la politique de dissociation à l'égard de la crise syrienne. Cette dissociation doit s'inscrire dans l'inconscient des Libanais et devenir pour eux comme une seconde nature. C'est le meilleur moyen de protéger notre pays. Nous avons 372 kms de frontières ouvertes avec la Syrie, comment faire pour ne pas laisser les déplacés entrer sur notre territoire ? De plus, est-il possible de ne pas accorder un asile à une femme sur le point d'accoucher, à des enfants et des malades ? Que devons-nous faire ? Les jeter à la mer ? Il y a un devoir humanitaire. La Jordanie a le même problème que nous. Mais la différence, c'est que les distances entre les villages syriens et libanais sont réduites et les déplacements plus

faciles, alors qu'entre la Syrie et la Jordanie, il y a beaucoup d'espace. »

MICHEL AOUN, leader du Courant patriotique libre

« L'entente entre le Courant patriotique libre et le Hezbollah est devenue une véritable alliance, qui constitue un événement important et historique qui a changé le cours des événements, non seulement au Liban mais aussi au Moyen-Orient. Nous sommes fiers de cette alliance et nous aurions souhaité que tous les Libanais s'y joignent. Au moment de la conclusion de cet accord, nous avons appelé les autres parties à se joindre à nous et nous étions prêts à modifier les clauses du document en fonction. Malheureusement, nous avons été mal compris et certains journaux y ont vu un accord maronite-chiite contre les sunnites, une approche qui a conduit le pays aux divisions actuelles que nous vivons. Mais notre pensée d'entente et d'alliance triomphera au bout du compte, car elle repose sur de bonnes intentions loin de tout sentiment de haine. »

JEAN KAHWAJI, commandant en chef de l'Armée libanaise

« L'opération de Ersal était militaire à 100% et n'a impliqué personne d'autre que l'armée. La riposte était donc sans raison. En fin de compte, les militaires ont subi un assaut pendant qu'ils accomplissaient leur mission, ils sont tombés dans une embuscade. L'armée ne se taira pas et ne fera preuve d'aucune complaisance. Nous ne réclamons que la justice et les droits de l'institution militaire. Le commandement de l'armée ne fera aucun compromis et n'aura pas d'esprit de vengeance. L'institution militaire tient toujours au respect des lois et de la justice. »

WALID JOUMBLATT, leader druze libanais

« L'agression contre l'armée à Ersal vise le gardien de l'indépendance et de la souveraineté. Ce qui s'est passé nécessite une enquête ouverte et transparente, en vue d'arrêter les assaillants. L'incident constitue une tentative de déstabilisation de la région, de l'impliquer dans un conflit contre l'Armée. »

WALID SUKKARIYE, député libanais membre du bloc du Hezbollah

« Toutes les parties libanaises ont convenu d'adopter la politique de dissociation à l'égard de la crise syrienne, avec la bénédiction des puissances internationales. Mais cette politique est restée confinée aux milieux dirigeants et n'a pas été appliquée à la base populaire. Certains au Liban sympathisent avec l'opposition syrienne et d'autres reçoivent de l'argent de pays du Golfe pour s'occuper des réfugiés. La région frontalière libanaise allant du Nord de Damas à la campagne de Homs est Baalbeck-Hermel. Une seule localité soutient, en partie, la révolution syrienne : Ersal. L'opposition armée chassée de la région de Zabadani, se déplaçait dans la région de la frontière libano-syrienne. Elle utilise le territoire libanais pour ses activités. L'opposition syrienne n'est pas parvenue à établir une base sécurisée à la frontière avec le Liban. Ersal s'est transformée en base de ravitaillement des rebelles ? »

FARID EL-KHAZEN, député libanais membre du Bloc de Michel Aoun

« L'accusation bulgare concernant l'implication du Hezbollah dans l'attentat de Burgas est confuse. Il s'agit d'une accusation politique qui est mise en doute par des Etats européens. Le dossier doit être sérieux et officiel et ne doit pas être dans le cadre de supputations, pour que le Liban le traite avec sérieux. Le Hezbollah est un parti résistant, qui fait face aux agressions israéliennes. »

MOUÏN MERHEBI, député islamiste du Courant du futur au Liban

« Il y a un plan irano-syrien visant à relier la prétendue zone assadiste en Syrie aux régions sous influence du Hezbollah dans la Békaa-Nord, en chassant les habitants de Ersal et des villages de Arida, Wadi Khaled et Akroum au Akkar. La politique de dissociation a permis au Hezbollah de s'impliquer dans le meurtre, l'intimidation et la terreur pratiqués contre les Libanais aux frontières de bombarder au vu et au su de tous des villages syriens. »

➤ Selon le ministre libanais de l'Intérieur, Marwan Charbel, le chef des ravisseurs des otages libanais en Syrie, Omar al-Dadikhi, plus connu sous le nom d'Abou Ibrahim, serait mort dans un hôpital turc des suites de blessures reçues lors de la bataille de l'aéroport de Taftanaz, près d'Alep. Les 9 otages encore détenus sont désormais aux mains d'un autre groupe armé. Les nouveaux ravisseurs ont transmis aux médiateurs qui s'activent discrètement sur ce dossier de nouvelles conditions. Ils exigent la libération de détenus syriens au Liban et en Syrie en contrepartie de la libération de leurs otages, qui avaient été enlevés le 22 mai 2012 alors qu'ils revenaient d'une visite des lieux saints chiites en Irak.

➤ Le quotidien libanais Al Akhbar rapporte qu'une banderole à la gloire de l'organisation Al-Qaïda a été accrochée place de l'Etoile, à Tripoli, au même endroit où était dressée une photo géante de l'ancien Premier ministre, Saad Hariri.

Par ailleurs, des milieux de l'éminent chef de quartier, Houssam Sabbagh, proche d'Al-Qaïda, ont annoncé qu'une banderole portant la signature « l'émirat islamique », dressée dans le souk des marchands de cuivre, a été retirée. Cette banderole portait l'inscription suivante : « Nous ne nous taisons plus désormais lorsque le sang des sunnites est versé... nos âmes et notre sang vous appartiennent, lions de Ersal ».

➤ Selon le quotidien libanais Ad Diyar, le patron des renseignements français est arrivé au Liban pour s'enquérir de ce qui se passe en Syrie et de la position des services de sécurité libanais à cet égard. La visite a été entourée d'un grand secret.

➤ Le guide suprême de la révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei, a rejeté jeudi l'offre des Etats-Unis d'entamer des discussions bilatérales sur son programme nucléaire alors que Washington impose des sanctions économiques à l'Iran, selon son site internet officiel. « Vous voulez négocier alors que vous pointez une arme sur l'Iran. La nation iranienne ne sera pas intimidée par ce genre d'acte », a-t-il dit lors d'un discours devant le commandement de l'armée de l'air

Revue de presse

AS SAFIR (QUOTIDIEN LIBANAIS PROCHE DE LA MAJORITE, 8 FEVRIER 2013)

DAOUD RAMMAL

Un rapport diplomatique occidental rapporte que suite aux derniers développements au Mali, la position politique française à l'égard du dossier syrien a évolué vers une position sécuritaire, sur fond notamment d'analyses laissant prévoir que le régime syrien, qui autrefois, sous le mandat de Sarkozy, avait contribué au démantèlement des réseaux terroristes sur les territoires français, ne sera plus en mesure de jouer le même rôle, à la lumière de l'intervention militaire de la France en Afrique du Nord.

Le rapport fait état d'une recommandation sécuritaire qui avait été soumise aux sphères de l'Élysée conseillant le président Nicolas Sarkozy, au début de l'éclatement des mouvements populaires dans le monde arabe, de ne pas s'approcher du régime de Bachar el-Assad, étant donné que la composition démographique du peuple syrien est ethnique et confessionnelle tout mouvement pourrait dégénérer donc en conflit sectaire destructif. Cette recommandation tenait compte aussi de la coordination qui existait entre les dispositifs sécuritaires en France et les dispositifs sécuritaires en Syrie, lesquels fournissaient des informations importantes permettant de sauvegarder les intérêts de la France que ce soit à l'intérieur du pays, en Europe ou dans le monde arabe. Le rapport fait savoir que la même recommandation est adressée actuellement à l'administration de François Hollande l'appelant à rouvrir les canaux de communication entre les services de renseignements des deux pays.

Le rapport fait le lien entre cette recommandation et la présence des combattants du Front al-Nosra et des membres de l'organisation Al-Qaïda dans certaines régions syriennes, particulièrement au Nord du pays. Et d'ajouter que l'Élysée a pris de court les services de renseignements français en leur donnant le feu vert pour reprendre contact avec les services de renseignements syriens car « l'ennemi est commun et le danger qui

les menace est le même : Al- Qaïda et ses confrères ».

Le rapport souligne dans ce contexte qu'à la suite de l'intervention de la France au Mali, le président François Hollande a convoqué le président de la Coalition nationale syrienne, Moaz El Khatib, et d'autres responsables de la coalition à l'Elysée où une réunion houleuse loin des projecteurs a eu lieu, durant laquelle le chef de l'Etat français a fait preuve de fermeté à l'égard de ses interlocuteurs les accusant d'accueillir au sein de leurs rangs des « terroristes ». Hollande leur a demandé, selon le rapport, de purger la coalition des terroristes du Front al-Nosra. Un responsable français ayant pris part à la réunion de l'Elysée a rapporté que la France et ses alliés ne permettront pas à l'opposition syrienne de transformer la Syrie en un terrain fertile pour le terrorisme favorisant l'expansion du talibanisme et de l'organisation Al-Qaïda au Moyen-Orient.

Le rapport mentionne par ailleurs que Hollande a fait parvenir au Qatar les messages suivants : cesser immédiatement le soutien financier et militaire aux groupes armés takfiris au sein de l'opposition syrienne ; réunir ces éléments armés dans des lieux bien déterminés en vue de leur désarmement et leur arrestation, par crainte qu'ils n'arrivent au Mali ou ne rejoignent l'organisation Al-Qaïda ; le Qatar doit œuvrer en faveur d'une solution politique en Syrie. Le rapport souligne en outre que la France a demandé d'une délégation des services de renseignements militaires égyptiens qui s'était rendue à Paris que la coordination sécuritaire et militaire entre les services de renseignements français et égyptiens soit renforcée afin de faire face aux groupes terroristes et takfiris au Mali, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

AS SAFIR (8 FEVRIER 2013)

MOHAMMAD BALLOUT, PARIS

Aucun des responsables français ne semble être enclin à transformer le mécontentement de la France à l'égard des positions du Qatar au Mali en crise franco-qatarie. Les grands investissements qataris en France, le réseau des relations tissé par le Qatar au sein des institutions, des partis politiques et des cartels économiques français ont permis de mettre les relations franco-

qataris à l'abri des secousses inattendues.

Probablement, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, qui entamera une visite au Qatar, sera porteur de plusieurs questions relatives aux informations relayées par les services de sécurité français accusant le Qatar d'avoir mené des activités au Mali avant ou durant l'intervention de la France en Afrique du Nord.

Une source proche des services de sécurité français affirment que les Qataris auraient poignardé leurs alliés français durant l'opération Serval. La source précitée rapporte que deux avions de transport militaires qataris auraient décollé de l'aéroport de Gao, quelques heures avant l'intervention des forces françaises. Selon la même source, ils auraient transporté des armes, des missiles sol-sol et sol-air, trois antennes chirurgicales aérotransportables ainsi que des unités de combattants actives dans la région, vers un aéroport situé à proximité de la capitale du sud de la Libye et à 1000 km de Tripoli. Les services de renseignements français auraient reçu l'ordre de ne pas dévoiler ces informations.

Le Canard Enchaîné avait publié le mois dernier des informations ébruitées par des services de sécurité français faisant état d'un soutien qatari aux groupes armés au nord du Mali. Le ministère français des Affaires étrangères dément systématiquement la véracité de ces rapports.

Cependant, une réunion de haut-niveau a eu lieu au Quai d'Orsay avec des experts spécialisés dans les affaires des Emirats du Golfe, afin de discuter des rapports qui ont été publiés concernant ce sujet et afin de pouvoir distinguer entre les propagandes maléfiques et les vérités incontestables établissant le soutien de l'émirat du Golfe des groupes islamistes jihadistes qui s'activent contre les intérêts français en Afrique.

AS SAFIR (7 FEVRIER 2013)

MARLEINE KHALIFE

Des sources diplomatiques bien informées à Bruxelles rapportent que certains pays européens, notamment la France, s'opposent fermement à l'inscription du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes. En revanche, plusieurs autres pays

européens y sont désormais favorables en raison des pressions américaines et israéliennes. Il s'agit notamment, selon les sources précitées, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Pour expliquer la position française, ces sources rapportent que la France n'a été convaincue ni par les accusations à l'encontre du Hezbollah, ni par les preuves mises en avant dans le cadre de l'enquête qui pourrait, selon elle, avoir fait l'objet d'une manipulation. Les Français ont d'autres appréhensions, relatives à leur présence au sein de la Finul dans un environnement connu pour son allégeance politique au Hezbollah. Les mêmes sources affirment par ailleurs ne pas reconnaître les empreintes du Hezbollah dans l'attentat de Bourgas.

AS SAFIR (6 FEVRIER 2013)

Le chef du courant des Marada, le député Sleiman Frangié, a déclaré que « ceux qui s'attroupent aujourd'hui autour du député Boutros Harb étaient il y a un an à Ersal, aux côtés du chef de la municipalité du village, l'encourageant dans ses prises de position extrémistes. « Ce dont nous mettions en garde il y un an s'est produit à Ersal, et à l'époque ceux qui se taisent aujourd'hui, comme le président de la République et le ministre de l'Intérieur, avaient remué ciel et terre en réaction à mes propos », a-t-il dit.

Dans une interview accordée à la OTV, M. Frangié a ajouté : « Le commandant en chef de l'armée Jean Kahwaji est venu me voir il y a un certain temps pour me dire que l'extrémisme augmente au Liban et que l'armée n'est pas immunisée politiquement. Ce jour-là, je suis entré en contact avec le ministre de la Défense pour lui demander d'œuvrer afin d'assurer une couverture politique à l'armée. S'ils avaient pris les choses au sérieux à cette époque, nous n'en serions pas arrivés là aujourd'hui. Le climat confessionnel dans le pays empêche le Premier ministre d'assurer une couverture politique à l'armée. » Le député de Zghorta a mis l'accent sur la nécessité pour l'armée d'entrer dans Ersal pour arrêter les personnes recherchées par la justice. « Le climat confessionnel et sectaire semé par le Courant du futur est récolté aujourd'hui par les salafistes », a-t-il dit.

Concernant le dossier des élections législatives, M. Frangié a

déclaré : « Les élections ne peuvent avoir lieu que sur la base d'une nouvelle loi. Il est inconcevable de voter une loi rejetée par une grande partie des Libanais. Nous appuyons jusqu'au bout le projet orthodoxe et nous le soumettrons au vote à l'assemblée générale. Le président Berry trouvera un moyen de le faire. Le projet orthodoxe donne l'avantage au 8-Mars, alors que la loi de 1960 est favorable au 14-Mars. Le président de la République a fait la promesse devant une personne qu'il ne permettra pas la victoire du 8-Mars aux élections. La France, les Etats-Unis et le Qatar accepteront-ils que le 8-Mars arrive au pouvoir ? »

AN NAHAR (QUOTIDIEN LIBANAIS PROCHE DU 14-MARS)

(7 FEVRIER 2013)

Le président du Parlement Nabih Berry est extrêmement troublé par les détails qu'il a reçus sur l'incident de Ersal et par l'absence d'une solidarité entre les partis de la majorité et de l'opposition avec l'Armée, « qui saigne et qui offre en sacrifice ses officiers et ses soldats ». Il s'est déclaré horrifié par les images de l'agression contre les membres de la patrouille de l'armée, qu'il a pu visionner avant les Libanais qui ont pleuré le commandant Pierre Bachaalany et le sergent Ibrahim Zahraman. M. Berry a estimé que le mot crime ne suffit pour décrire ce qui s'est passé à Ersal.

Très pris ces temps-ci par les projets de loi électorale qui lui tombent dessus, le dernier en date étant celui du Courant du futur, le chef du législatif martèle que « l'armée est plus qu'une ligne rouge ». Il se dit satisfait par le fait que tous réclament que les agresseurs, qu'ils soient des habitants de Ersal ou des Syriens, soient punis, et par les paroles encourageantes de Saad Hariri dans ce sens. Mais il a toutefois souligné que le communiqué du Courant du futur au sujet de l'incident de Ersal n'était pas en harmonie avec les positions formulées par son chef Saad Hariri, car plusieurs de ses députés se relaient sur les écrans pour mêler le nom du Hezbollah à cette affaire malgré les démentis du commandement de l'armée qui a assuré que le parti n'avait rien à voir.

Très en colère après les voix qui mêlent le nom du Hezbollah « de Ersal à Burgas », M. Berry a déclaré : « Ceux qui détestent le Hezbollah vont finir par l'aimer si les attaques contre son

commandement et ses résistants se poursuivent de la sorte. »

Toujours avec la même colère, M. Berry a critiqué « ceux qui aiment les autres et les défendent plus que leur propre patrie ». « Laissez l'armée tranquille », s'est-il exclamé, en appelant à pourchasser ceux qui l'ont agressé.

M. Berry a par ailleurs affirmé que pour l'instant, nous assistons à des « surenchères électorales » qui mélangent lois, Constitution et intérêts personnels.

AL ANWAR (QUOTIDIEN LIBANAIS INDEPENDANT, 7 FEVRIER 2013)

Une délégation du comité de coordination de la rencontre des partis, des forces et des personnalités nationaux libanais a rendu visite à l'ambassadeur de France Patrice Paoli pour des discussions axées sur l'actualité locale, régionale et internationale. Un communiqué publié par la délégation rapporte qu'il a été demandé à l'ambassadeur que la France accélère le processus de libération du militant Georges Ibrahim Abdallah en application du verdict en faveur de sa libération, rendu dernièrement par la justice française, loin de toute politisation de ce dossier. Le texte souligne également la nécessité pour la France de soutenir le processus politique en Syrie, que le président syrien Bachar al-Assad avait déjà prôné dès le premier jour des événements, de façon à restaurer la sécurité et la stabilité dans ce pays. Il appelle en outre à s'en remettre aux urnes pour permettre un processus électoral démocratique et intègre à travers lequel le peuple syrien sera en mesure d'exprimer ses options politiques en choisissant son président et ses représentants à l'abri de toute pression et de toute injonction extérieure visant à imposer tel ou tel candidat ou à empêcher le président Assad de se présenter à sa propre succession –ce qui serait une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures syriennes. Le communiqué met enfin en relief la nécessité pour la France de renoncer à la politique des deux poids, deux mesures, qui consiste à faire face aux groupes terroristes au Mali et à soutenir ces mêmes groupes en Syrie.

AL HAYAT (QUOTIDIEN PANARABE A CAPITAUX SAUDIENS, 8 FEVRIER 2013)

Des sources d'Europe de l'ouest indiquent que la France et les autres pays européens participant à la Finul au Liban-Sud refusent d'inscrire le Hezbollah sur la liste terroriste européenne, sous prétexte qu'elle souhaite préserver la stabilité au sud du Litani conformément à la résolution 1701 des Nations unies. Ces sources ajoutent que l'argument de la communauté internationale, avec à sa tête l'Union européenne, selon lequel il est indispensable de préserver le calme au Liban pour garantir le climat propice à la tenu des élections législatives à la date prévue, en juin, pourrait aussi être un des prétextes avancés pour préserver la stabilité. Bien que ces sources soient convaincues qu'un certain nombre de raisons techniques pourraient conduire au report du scrutin à l'automne prochain.

Ces mêmes sources soulignent le rôle déterminant du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Liban, Dereck Plumbley, qui est constamment soucieux d'éviter tout incident politique avec le Hezbollah. « La France, qui est actuellement occupée dans sa guerre contre des groupes extrémistes au Mali, n'est pas disposée à transformer le Liban-Sud en un front embrasé qui pourrait devenir un berceau pour les mouvements radicaux », ajoute-t-on de même source.

Des sources ministérielles ont par ailleurs indiqué que la réaction du Premier ministre Najib Mikati aux accusations bulgares sur l'implication du Hezbollah dans l'attentat de Burgas est le fruit d'une coopération avec certains pays européens et avec M. Plumbley. Ce dernier avait été informé dès septembre de l'existence d'éléments pointant le Hezbollah dans l'enquête. « M. Mikati avait préparé un communiqué en concertation avec les présidents Michel Sleiman et Nabih Berry, sinon il ne l'aurait pas rendu public quelques minutes seulement après les accusations bulgares », ajoutent les sources ministérielles.

L'ORIENT-LE JOUR (QUOTIDIEN FRANCOPHONE PROCHE DU 14-MARS)

SCARLETT HADDAD (5 FEVRIER 2013)

Selon le chef des services de renseignements de l'armée, le général Edmond Fadel, Khaled Hmayed, alias Abou Koutayba ou

encore Adam Chahine, est recherché depuis longtemps. Il a participé à l'enlèvement des Estoniens et à la mise à l'abri d'un autre militant recherché par la justice, Abdel Ghani Jawhar, qui avait attaqué des bus de l'armée au Nord.

Khaled Hmayed avait réussi à le faire fuir via Majdel Anjar. Il l'a caché pendant 15 jours chez lui avant d'assurer son départ vers la Syrie. Khaled a aussi participé à l'attaque d'un barrage des « Fouhoud » (les commandos des FSI) et il coopère de près avec le groupe des « Kataëb de Ziad Jarrah et Abdallah Azzam » proches de la mouvance el-Qaëda. Il a aussi des connexions dans le camp de Aïn el-Héloué et avec Jabhat al-Nosra en Syrie. Bref, il s'agit d'un homme dangereux, capable de mobiliser les foules et qui évolue dans le sillage de Fateh el-Islam, Jabhat al-Nosra et les groupes qui leur sont alliés. Les SR de l'armée le guettent depuis longtemps pour pouvoir l'arrêter. En réalité, Khaled Hmayed partage son temps entre le Liban et la Syrie et lorsqu'il est au Liban, dans sa localité natale de Ersal, il évite d'utiliser les téléphones portables pour ne pas être repéré. Les SR de l'armée avaient toutefois réussi à localiser son domicile dans la partie sud de la bourgade, qui abrite plus de 40000 résidents (dont 500 sont dans la troupe), en plus de 20000 déplacés syriens. Par leurs moyens de surveillance, ils ont réussi à savoir que Khaled Hmayed est au Liban. Ils ont donc décidé de l'arrêter par le biais d'une opération discrète afin d'éviter l'effusion de sang. Ce jour-là, les guetteurs des SR ont vu Khaled quitter son domicile.

Une unité de dix soldats (deux habillés en civil et huit en uniforme militaire) répartis en deux voitures de type Humvee lui tombent dessus. (À ce point du récit, le général Fadel précise qu'il n'y avait pas de membres du Hezbollah avec les soldats, car ceux-ci ne l'auraient pas permis, ni les sunnites ni les chrétiens et encore moins les chiites, qui s'ils le voulaient auraient pu s'enrôler directement dans le Hezbollah, mais ont préféré l'armée).

Il y a un échange de coups de feu et Khaled Hmayed tire le premier quatre balles en direction des soldats. Ceux-ci ripostent et Hmayed est blessé. Les militaires s'en emparent et le transportent dans un de leurs véhicules. Ils voulaient quitter au plus vite Ersal,

mais il neigeait et les routes cahoteuses rendaient leur avancée difficile. Les deux voitures avançaient péniblement. Il leur a fallu une heure pour faire quelques kilomètres. Ce qui a facilité aux partisans de Hmayed alertés par les coups de feu, l'organisation d'une embuscade à 18 km de la bourgade. Les militaires n'étaient que dix mais ils devaient soudain affronter plus de 80 hommes qui ont débarqué à bord de mobylettes et encerclé les deux voitures. Il y avait probablement des Syriens parmi eux, mais on ne pouvait pas en être sûr à cent pour cent à ce stade.

L'officier Bechaalany est tué au cours des affrontements alors que le sergent Zahraman est blessé. Les militaires se défendent comme ils peuvent, mais les assaillants sont les plus forts et ils savent parfaitement qu'il s'agit de soldats, puisque huit d'entre eux portaient des uniformes, alors que les voitures étaient aisément identifiables comme appartenant à la troupe. D'ailleurs, ce sont les assaillants qui ont filmé la scène et ont ensuite communiqué les films aux médias, car ils étaient fiers de leurs actes. Les soldats sont alors emmenés vers le siège de la municipalité où ils sont exposés pendant 3 heures devant la foule ameutée pour participer aux « festivités ». Les blessés (dont trois graves) sont torturés devant les habitants. Des couteaux sont utilisés, mais pas de haches ou de bâtons de fer comme cela a été dit. Il a fallu l'intervention du directeur des FSI le général Achraf Rifi pour que l'exposition des blessés et des morts soit suspendue. Au final, sur les dix militaires participant à l'opération, l'armée a eu deux morts et huit blessés.

En réponse à une question, le général Fadel a catégoriquement démenti la présence de membres du Hezbollah avec les soldats, précisant que si les assaillants avaient trouvé un membre du Hezbollah, ils ne l'auraient jamais relâché. Ils ont bien vérifié les identités des soldats avant d'autoriser la remise des blessés et des dépouilles mortelles à la Croix-Rouge. Il faut encore signaler le fait que pendant l'exhibition des soldats au siège de la municipalité, cheikh Moustafa Hojeïry, alias Abou Takyé, a incité la foule à s'en prendre aux militaires, à partir de la mosquée où il prêche, jetant ainsi de l'huile sur le feu.

Le général Edmond Fadel a expliqué que ces détails sont le fruit de l'enquête menée par les services autorisés de l'armée auprès des militaires rescapés et des habitants. Il a affirmé que l'armée ne peut pas recourir à la vengeance et ne considère pas Ersal et ses habitants comme des ennemis ou comme un environnement hostile. Elle se contente simplement d'appliquer la loi et ceux qui ont agressé les soldats doivent être remis à la justice. Il a aussi rejeté les critiques au sujet du modus operandi de la mission, précisant que l'armée mène souvent des opérations de ce genre et qu'il y a toujours des risques. D'ailleurs, en faisant son devoir, l'armée sait qu'elle peut avoir des victimes, ceux-là la rendant plus forte et plus déterminée, d'autant que les citoyens lui demandent de les protéger. Le ton grave, le chef des SR a affirmé que Ersal ne sera pas un nouveau Nahr el-Bared et qu'il n'y aura pas non plus dans cette localité une réédition de l'affaire de Chadi Mawlawi (arrêté par la Sûreté générale comme faisant partie du réseau el-Qaëda, il avait été relâché avec les honneurs suite aux pressions politiques). Mais il a bien précisé que l'armée considère qu'elle n'a pas d'ennemis et que sa mission est de protéger le Liban et les Libanais. À la question de savoir si la troupe ne s'en prend qu'aux localités sunnites, évitant d'agir dans la banlieue sud ou dans les régions chiites, le général Fadel a rappelé que l'armée avait arrêté 23 personnes de la famille Mokdad il n'y a pas si longtemps en plein cœur de la banlieue sud, tout comme elle a mené des opérations dans la Békaa, dans le fief de la tribu Jaafar. Il a encore révélé que l'opération avait été préparée depuis deux semaines et que son timing n'était pas lié au voyage du commandant en chef de l'armée en France. Ce dernier était d'ailleurs tenu au courant des développements minute par minute. Enfin, le général Fadel a insisté sur la nécessité de maintenir l'armée loin de la politique et du confessionnalisme. Il a répété que celle-ci ne veut pas combattre les Libanais ni entrer en conflit avec eux, mais que son devoir est de protéger le pays et que dans ce cas précis, ceux qui l'ont agressée devront être livrés à la justice.

FIDES (AGENCE MISSIONNAIRE DU VATICAN, 6 FEVRIER 2013)

La peur s'est emparée des chrétiens d'Alep résidant dans le quartier à majorité chrétienne syriaque, ainsi que l'indique un

message envoyé à Fides par le pasteur Ibrahim Nussair, responsable spirituel de l'église évangélique d'Alep, lorsque, lundi matin, des milices islamistes appartenant au groupe Jabhat Al Nusra ont pénétré dans la zone. « Nous nous sommes réveillés en sursaut en entendant les cris de « Allah-u-Akbar » et en regardant par la fenêtre, nous avons vu les guérilleros du bataillon Jabhat al Nusra dans nos rues. Ils dressaient des barricades dans les environs de nos églises et de nos écoles, mettant en danger la vie de la population civile ». Le pasteur a ajouté qu'avec l'arrivée des forces de l'armée régulière, de lourds combats se sont engagés et les miliciens ont été chassés de la zone. Le pasteur indique que la présence de ces miliciens, même pour quelques heures seulement, a contribué à répandre une vague de terreur parmi la population qui ne se sent plus en sûreté et pense à quitter la ville. Le responsable chrétien conclut : « Nous avons confiance en Dieu mais également en nos amis musulmans de Syrie afin qu'ils nous protègent des extrémistes. Nous sommes et resteront un peuple qui désire et travaille pour le dialogue et pour la paix ». Début novembre, l'église évangélique historique d'Alep, située dans le quartier de Jdeideh, au cœur de la vieille ville, avait été minée et détruite.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « Visite historique du Patriarche maronite à Damas », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 11 février 2013, www.voltairenet.org/article177462.html